Roumanie : un Président ‘anti corruption’ peu exigeant quant à la probité de son entourage

Description

Le 6 novembre, le président Nicușor Dan a annoncé depuis le palais de Cotroceni la nomination du dirigeant de la section bucarestoise de l’Union sauvez la Roumanie Bucarest, Vlad Vasile Voiculescu, à la fonction de Conseiller présidentiel honoraire pour la résilience, l’innovation et la solidarité européenne.

Or, l’intéressé fait actuellement l’objet de poursuites engagées par la Direction nationale anticorruption (DNA), un parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption, dans le cadre de l’affaire du *« vaccin détourné à un milliard d’euros »* : le politicien avait été inculpé le 8 décembre 2023 pour abus de pouvoir ayant entraîné des conséquences particulièrement graves et concernant des faits datant de la période de la crise sanitaire, où il occupait le poste de ministre de la Santé au sein du gouvernement Cîțu (décembre 2020 – novembre 2021).

Cette nomination à la fonction sensible de Conseiller présidentiel n’a pas échappé à la presse nationale qui n’a pas manqué de rappeler au chef de l’État l’une de ses promesses de campagne. En effet, en 2020, alors candidat aux élections municipales de Bucarest, le slogan de sa liste était : « *pas de casier judiciaire dans la fonction publique* ». Ainsi, pour nombre d’observateurs, l’attribution du poste à V. Voiculescu apparaît incohérente relativement à la ligne habituellement défendue par N. Dan. Elle sème d’autant plus la confusion qu’elle intervient moins de 24 heures après que, dans le cadre de la Stratégie de défense nationale, la présidence ait réintégré la corruption comme facteur de vulnérabilité à la Sécurité de l’État.

Sources : *Jurnalul National, Antena 3 CNN, Adevarul.*

date créée
20/11/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre